

## **VD\_GERICHTE XP14.012735 vom 24. Juli 2014**

VD Tribunal cantonal, 2014-07-24, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_gerichte\\_XP14.012735](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_XP14.012735)

FR: VD\_GERICHTE XP14.012735 du 24 juillet 2014

IT: VD\_GERICHTE XP14.012735 del 24 luglio 2014

### **Erwägungen**

#### **E. 3**

janvier 2012, c. 4.1 ; Juge délégué CACI, 26 février 2013/113 c. 3a). En d'autres termes, il s'agit d'éviter d'être mis devant un fait accompli dont le jugement ne pourrait pas complètement supprimer les effets. Le dommage difficilement réparable de l'art. 261 al. 1 let. b CPC est principalement de nature factuelle; il concerne tout préjudice, patrimonial ou immatériel, et peut même résulter du seul écoulement du temps pendant le procès (ATF 138 III 378, consid. 6.3 ; Hohl, Procédure civile, Tome II, 2e éd. 2010, n. 176, p. 323). Un préjudice financier n'est en principe pas difficilement réparable (Zürcher, in DIKE-Kommentar ZPO, Zurich 2011, n. 25 ad art. 261 CPC), hormis les cas exceptionnels où il est susceptible d'entraîner la faillite de l'intéressé ou la perte de ses moyens d'existence (Seiler, Die Berufung nach ZPO, Zurich 2013, n. 991 et les références). Le dommage est constitué, pour celui qui requiert les mesures provisionnelles, par le fait que, sans celles-ci, il serait lésé dans sa position juridique de fond et, pour celui qui recourt contre le prononcé de telles mesures, par les conséquences matérielles qu'elles engendrent (ATF 138 III 378 c. 6.3). Le risque de préjudice difficilement réparable suppose par ailleurs l'urgence (Bohnet, op. cit., n. 12 ad art. 261 CPC, p. 1020) ; de façon générale, il y a urgence chaque fois que le retard apporté à une solution provisoire met en péril les intérêts d'une des parties (Hohl, La réalisation du droit et les procédures rapides, thèse d'habilitation, Fribourg 1994, n. 543). L'urgence est une notion relative selon le Tribunal fédéral, qui retient qu'elle comporte des degrés et s'apprécie moins selon des critères objectifs qu'au regard des circonstances. Alors même que les mesures provisionnelles sont subordonnées à l'urgence, le droit de requérir ne se périmé pas, mais la temporisation du requérant durant plusieurs mois à dater de la connaissance du dommage ou du risque peut signifier qu'une protection n'est pas nécessaire, voire constituer un abus de droit (Bohnet, op. cit., n. 12 ad art. 261 CPC; TF 4P.263/2004 du 1er février 2005, in RSPC 2005 p. 414).

- 12 - cc) Le juge doit procéder à la mise en balance des intérêts contradictoires, c'est-à-dire à l'appréciation des désavantages respectifs pour le requérant et pour l'intimé, selon que la mesure requise est ordonnée ou refusée. L'examen du droit et la pesée des intérêts en présence ne s'excluent pas : le juge doit pondérer le droit présumé du requérant à la mesure conservatoire avec les conséquences irréparables que celle-ci peut entraîner pour l'intimé (ATF 131 III 473 c. 2.3). Concernant les mesures d'exécution anticipée du jugement à intervenir, lesquelles peuvent être ordonnées lorsque l'écoulement du temps risque de rendre illusoire la protection des droits du requérant (Bohnet, op. cit., n. 11 ad art. 262 CPC), les exigences sont particulièrement strictes. Dans un tel cas, les chances de succès du requérant dans la procédure au fond doivent être évaluées soigneusement et proportionnellement au préjudice encouru par le requis (Bohnet, op. cit., n. 18 ad art. 261 CPC ; ATF 131 III 473 c. 2.3). Parmi les mesures d'exécution anticipée, on différencie

encore celles dont l'effet est provisoire, de sorte que l'action au fond la rendra caduque, de celle qui a, en pratique, un effet durable, voire définitif, parce que le litige n'a plus d'intérêt au-delà du stade des mesures provisionnelles. Dans cette dernière hypothèse, vu l'atteinte particulièrement grave à la situation juridique de l'intimé, la jurisprudence exige que la mesure ne soit prononcée que de façon restrictive (Hohl, op. cit., nn. 1828 ss et 1844 ss ; ATF 131 III 473, c. 2.3). De telles mesures d'exécution anticipée ne doivent donc être accordées que si les faits qui les justifient sont constatés avec une haute vraisemblance, confinant à la certitude (Lachat, op. cit., p. 174). Ces exigences plus élevées ne portent pas seulement sur la vraisemblance comme mesure de la preuve requise mais également sur l'ensemble des conditions d'octroi de la mesure provisionnelle (Bohnet, op. cit., n. 18 ad art. 261 CPC, p. 1021 ; ATF 138 III 378 c. 6.4 ; ATF 131 III 473 c. 3.2). b) En l'espèce, il y a lieu de considérer, à l'instar du premier juge, qu'en prenant une conclusion provisionnelle tendant à être libérée du paiement du loyer et des charges pour la partie « rez-de-chaussée » des locaux pris à bail, la requérante a requis une mesure d'exécution

- 13 - anticipée ayant un effet définitif, de sorte qu'il y avait effectivement lieu de se montrer particulièrement exigeant lors de l'examen des conditions d'admission de cette prétention. L'appelante soutient en substance que la condition de l'urgence est remplie puisqu'il en va de sa survie économique et de son commerce, ayant déjà dépensé un montant 46'475 fr. depuis le 1er août 2013 pour un local vide, qui ne lui sert à rien et dont elle fait tout pour s'en débarrasser en le relouant. A cet égard, elle se réfère à la comptabilité 2013 de son entreprise qu'elle a produite en appel et de laquelle il ressort une perte d'exploitation de 10'647 fr. 42 pour l'exercice 2013. Elle mentionne également le fait que le loyer et les charges dont elle doit s'acquitter représentent 50% du chiffre d'affaires de son entreprise, soit le revenu brut que pourrait percevoir l'appelante en étant débarrassée du rez et des obligations y afférentes qui lui incombent. Ainsi, l'appelante invoque uniquement un préjudice d'ordre financier. Or conformément à la jurisprudence précitée, un tel préjudice n'est en principe pas difficilement réparable, hormis les cas exceptionnels où il est susceptible d'entraîner la faillite de l'intéressé ou la perte de ses moyens d'existence. En l'occurrence, la comptabilité produite par l'appelante fait certes état d'une perte d'exploitation de 10'647 fr. 42 pour l'exercice 2013 et l'on constate que le poste du loyer dans les charges d'exploitation est important puisqu'il représente environ 50% des charges totales. Néanmoins, cette pièce ne suffit pas à rendre vraisemblable que le fait pour l'appelante de devoir continuer à payer le loyer des locaux litigieux est susceptible d'entraîner sa faillite ou la perte de ses moyens d'existence. Elle ne fait d'ailleurs pas l'objet de poursuites ou d'actes de défaut de biens ou ne l'a du moins pas établi. L'appelante aurait pu par ailleurs consigner les loyers du rez- de-chaussée pour éviter une mise en demeure, dès lors que les loyers consignés sont réputés payés (art. 259g al. 2 CO). On relèvera également

- 14 - qu'un préjudice financier représente un dommage matériel qui peut être facilement réparé. La condition du préjudice difficilement réparable n'étant pas réalisée en l'espèce, il n'y a pas lieu d'examiner les autres conditions d'octroi des mesures provisionnelles.

#### **E. 4**

a) Sur le fond, l'appelante se plaint de la violation des articles 18 et 264 CO. Elle soutient qu'il ressort clairement de la clause selon laquelle « d'entente entre les parties, les locataires ont pris bonne note que le bailleur est d'accord sur le principe de louer séparément aux mêmes conditions le rez et le 1er étage de l'immeuble [...] à Lausanne, sous réserve de

l'acceptation du nouveau candidat par le bailleur » que l'appelante n'avait aucunement l'utilité du rez et qu'elle pouvait s'en défaire sur première présentation d'un repreneur solvable et acceptable, quelqu'il soit. Elle souligne également que le premier juge aurait omis de tenir compte du fait que cette clause ne mentionne nullement la question du meuble, ni le montant qu'il faudrait avancer pour son éventuel déplacement ou son évacuation, ni un montant pour une éventuelle garantie contre une hypothèque légale ou contre les dégâts occasionnés au meuble. Ainsi, le premier juge devait, au stade de l'apparence des faits et de la vraisemblance du droit, constater que l'appelante avait proposé des repreneurs solvables, disposés à reprendre le bail aux mêmes conditions pour le 1er avril 2014 et que le bailleur ne pouvait raisonnablement refuser, sans s'étendre plus avant sur des considérations irrelevantes en lien avec la somme de 50'000 fr. L'appelante fait également référence aux témoignages de [...] et de sa propre mère, de même qu'aux sms qu'elle a échangés avec la première nommée, et soutient que ces moyens de preuve n'auraient pas été estimés à leur juste valeur par le premier juge. b/aa) En présence d'un litige sur l'interprétation d'une disposition contractuelle, le juge doit tout d'abord s'efforcer de déterminer la commune et réelle intention des parties, sans s'arrêter aux expressions

- 15 - ou dénominations inexactes dont elles ont pu se servir, soit par erreur, soit pour déguiser la nature véritable de la convention (art. 18 al. 1 CO); s'il y parvient, il s'agit d'une constatation de fait (ATF 131 III 606 c. 4.1; ATF 129 III 118 c. 2.5 et les arrêts cités). Si la volonté réelle des parties ne peut pas être établie ou si leurs volontés intimes divergent, le juge doit interpréter les déclarations faites et les comportements selon la théorie de la confiance; il doit donc rechercher comment une déclaration ou une attitude pouvait être comprise de bonne foi en fonction de l'ensemble des circonstances; le principe de la confiance permet ainsi d'imputer à une partie le sens objectif de sa déclaration ou de son comportement, même s'il ne correspond pas à sa volonté intime (ATF 130 III 417 c. 3.2; ATF 129 III 118 c. 2.5). L'application du principe de la confiance est une question de droit; pour trancher cette question, il faut cependant se fonder sur le contenu de la manifestation de volonté et sur les circonstances, dont la constatation relève du fait (ATF 133 III 675 c. 3.3). bb) L'interprétation de la clause litigieuse doit se faire au regard de l'art. 264 al. 1 CO qui prévoit que lorsque le locataire restitue la chose sans observer les délai ou terme de congé, il n'est libéré de ses obligations envers le bailleur que s'il lui présente un nouveau locataire qui soit solvable et que le bailleur ne puisse raisonnablement refuser; le nouveau locataire doit en outre être disposé à reprendre le bail aux mêmes conditions. A défaut, le locataire doit s'acquitter du loyer jusqu'à l'expiration de la durée du bail ou jusqu'au prochain terme de congé contractuel ou légal (al. 2). L'application de cette disposition présuppose que le locataire manifeste clairement et sans ambiguïté son intention de restituer au bailleur les locaux, puis concrétise cette intention en rendant les clés (Lachat, La restitution anticipée de la chose louée (art. 264 CO) : questions choisies [ci-après : Lachat, Restitution anticipée], in Cahiers du bail [CdB] 4/98 129, p. 133, n.7). Savoir si le bailleur peut raisonnablement refuser une candidature donnée est une question à résoudre de cas en cas, au regard

- 16 - de l'ensemble des circonstances propres à la cause en litige. En règle générale, un locataire de remplacement est acceptable s'il n'y a pas de justes motifs de rejeter sa candidature. De vagues appréhensions, une antipathie ou une attitude négative par principe envers une certaine catégorie de personnes ne suffisent pas à cet égard ; en revanche, constituent de tels motifs une inimitié entre bailleur et candidat, la rivalité commerciale, le

risque de désagréments pour les autres locataires ou des doutes fondés sur la solvabilité de l'intéressé (TF 4C.15/2011 du 22 mai 2001, c. 3a). A cet égard, le Tribunal fédéral a considéré qu'un locataire devant consacrer le tiers de ses revenus à se loger était encore solvable (ATF 119 II 39). Le bailleur ne saurait refuser un candidat pour des motifs de nationalité, de race, de sexe ou de religion par exemple (Lachat, Le bail à loyer, Lausanne 2008, p. 613 ; cc) Il appartient au locataire sortant (ou au candidat lui-même) de fournir au bailleur tous les renseignements nécessaires pour qu'il puisse prendre une décision à propos du locataire qui lui est proposé. En cas de litige, le locataire sortant assume le fardeau de la preuve (art. 8 CC) : il doit démontrer que le candidat proposé était objectivement acceptable, solvable et prêt à conclure aux mêmes conditions (Lachat, Restitution anticipée, p. 141, n. 25). dd) Le locataire qui, ayant restitué les locaux, ne présente aucun candidat à la relocation reste redevable du loyer jusqu'à l'expiration de la durée du bail, ou jusqu'au prochain terme de congé contractuel ou légal (art. 264 al. 2 CO). Il convient d'assimiler au cas du locataire qui ne présente aucun candidat notamment l'hypothèse du candidat proposé qui se désiste de son propre chef. Toutefois, si c'est le bailleur qui amène le candidat à se désister (par exemple par une attitude ou des propos chicaniers qui décourage tous les candidats qui lui sont présentés), le locataire sortant est libéré (Ibidem, pp. 144-145, nn. 34 et 36).

- 17 - ee) En principe, le restitution doit être complète et porter sur tous les éléments de la chose louée. Une restitution partielle peut toutefois être exceptionnellement admise lorsque les locaux rendus forment une unité distincte et qu'il ne résulte pas d'inconvénients pour le bailleur. Tel est le cas lorsqu'il apparaît, objectivement, que les locaux rendus trouveront à l'avenir un preneur pour eux-mêmes (Lachat, Restitution anticipée, pp. 135 et 136, n. 11 ; Chaix, op. cit., p. 57). La doctrine cite comme exemple de restitution anticipée admissible la situation d'un locataire qui, dans le même contrat, loue des bureaux sur deux étages et qui souhaite en restituer une moitié (Bise/Planas in Bohnet/Montini [éd.], Droit du bail à loyer, Commentaire pratique, Bâle 2010, n. 25, ad art. 264 CO et la référence citée). En cas de restitution partielle des locaux, le locataire est libéré de toute obligation pour ceux qui ont été remis, tout en restant lié contractuellement à son bailleur pour le reste. La réglementation relative à la renonciation totale à l'usage de la chose doit par analogie s'appliquer à la restitution partielle des locaux loués (Message du Conseil fédéral du 27 mars 1985 concernant l'initiative populaire « pour la protection des locataires », la révision du droit du bail à loyer et du bail à ferme dans le code des obligations et la loi fédérale instituant des mesures contre les abus dans le secteur locatif, FF 1985 I 1369, spéc. p. 1426 ; Bise/Planas, op. cit., n. 23 ad art. 264 CO ; Lachat, Restitution anticipée, pp. 135 et 136, n. 11). c) En l'espèce, l'appelante a valablement signé un contrat de bail avec l'intimé en date du 1er juillet 2013 avec effet au 1er août 2013 pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 31 juillet 2018. Ainsi, si elle souhaite se libérer de manière anticipée d'une partie du bail, il lui incombe d'entreprendre les démarches nécessaires et de mettre en location les locaux dont elle souhaite se libérer, de même que de présenter au bailleur un locataire solvable à cette fin.

- 18 - En l'occurrence, l'appelante a présenté trois locataires de remplacement, à savoir [...], [...] et [...], faisant partie d'une même association, prêts à signer le bail ensemble en leur propre nom. La doctrine précise à cette égard qu'il y a lieu de prendre en compte les revenus cumulés de locataires cosignataires du bail, dont il faut toutefois examiner les ressources financières respectives (Bise/Planas, op. cit., p. 596, n. 48). Le premier juge a

retenu des revenus cumulés totalisant environ 13'000 fr. nets par mois. L'appelante parvient, sur ce point, à un montant de revenus cumulés de 13'486 fr. net par mois, ce qui ne change toutefois rien au raisonnement des considérants qui suivent. En effet, trois locataires dont les revenus cumulés les rendent a priori solvables n'équivalent pas à un locataire solvable. On relèvera à cet égard que les trois locataires qui signent le bail étant débiteurs solidaires, le bailleur doit pouvoir exiger le paiement de l'entier du loyer à chacun, indépendamment des autres. Or, force est de constater qu'en l'espèce, chaque candidat pris séparément n'est pas solvable, dès lors que le loyer en question représente bien plus du tiers des revenus de chacun. Par ailleurs, on ne saurait imposer au bailleur de consentir à une « colocation » en lieu et place d'un seul locataire, indépendamment de la question de la solvabilité de chacun. Par ailleurs, contrairement à ce que soutient l'appelante, rien ne fait obstacle à ce que l'on tienne compte des charges privées de chaque candidat dans l'examen de leur solvabilité, comme l'a fait le premier juge. Ce d'autant qu'il est question de la location de locaux commerciaux et qu'on ne peut faire abstraction du fait que chaque candidat doit s'acquitter de charges privées, notamment d'un loyer pour le logement privé. S'agissant du montant de 52'900 fr. correspondant aux cotisations 2013 des responsables et membres de l'association, on ne

- 19 - peut faire grief au premier juge de n'en avoir pas tenu compte, dès lors qu'il s'agit d'une estimation, que le document faisant état de ce montant n'est pas signé et n'a pas de valeur de pièce comptable probante. L'appelante relève que son propre dossier de candidature présentait des revenus nets de 6'500 à 7'000 fr. par mois pour un loyer et charges comprises de 8'650 fr. par mois et que la gérance a considéré le dossier comme étant solvable. Comme l'a souligné le premier juge, l'appelante devait, contrairement à l'association à but idéal des candidats locataires, exercer une activité lucrative dans les locaux dont rien n'indiquait qu'elle ne permettrait pas de générer des revenus supérieurs. Le magistrat précédent a également mentionné qu'on ignorait quelle était la teneur des pourparlers contractuels sur la situation financière de la requérante, en particulier quant aux éventuelles indications ou garanties particulières qui avaient pu être fournies par cette dernière. Son raisonnement ne prête pas le flanc à la critique et l'appelante ne saurait rien tirer de cet argument. En particulier, l'appelante n'a pas rendu hautement vraisemblable que les candidats locataires avaient renoncé à louer les locaux en raison de l'attitude de l'intimé. Il apparaît que c'est bien plus en raison des garanties financières que l'intimé exigeait et notamment du montant de 50'000 fr. qu'il réclamait. En effet, si le témoin [...] a déclaré que la décision de renoncer à louer les locaux a également été prise en raison du comportement de l'intimé, ce même témoin n'a pas pu confirmer que l'intimé aurait tenu des propos déplacés à son égard ou adopté un comportement répréhensible lors de la visite des locaux. Ainsi, comme l'a relevé à juste titre le premier juge, le seul pressentiment négatif du témoin quant au comportement de l'intimé ne suffit pas en soi à faire admettre un comportement inadmissible et fautif de l'intimé. L'appréciation effectuée par le premier juge du témoignage de la mère de l'appelante et de l'interrogatoire de cette dernière ne saurait être remise en cause, dès lors que ces preuves n'ont été corroborées par aucun autre moyen que ce soit.

- 20 - Partant, l'appel doit être rejeté sur ce point. Au demeurant, on relèvera que la question de la compatibilité des deux activités (association d'un « centre de prière et de délivrance Jésus-Christ pour le réveil » et massages érotiques) pourrait se poser, mais elle n'a pas besoin d'être tranchée, dans la mesure où les candidats ne sont de toute façon pas solvables

(Chaix in SJ 1999 II 49, p. 65).

### **E. 5**

Dans un deuxième moyen, l'appelante se plaint d'une violation de la prohibition de l'arbitraire. Elle se borne toutefois à indiquer que le premier juge a fait preuve d'arbitraire en indiquant dans sa décision - s'agissant du montant de 50'000 fr. exigé par l'intimé - qu'il « ne peut être en l'état totalement exclu que l'intimé soit en droit de l'exiger du repreneur ». A cet égard, le premier juge a indiqué que l'instruction sommaire menée au stade des mesures provisionnelles n'avait pas permis de clarifier la nature du montant de 50'000 fr., ni d'établir les éléments permettant de se prononcer sur son bien-fondé. Il a précisé que seule une instruction au fond permettrait de trancher cette question, en particulier par la détermination de la valeur de l'immeuble en question et du coût de son déplacement. En l'occurrence, l'autorité d'appel ne voit pas en quoi le premier juge aurait fait preuve d'arbitraire dans son appréciation des faits, ce d'autant plus au stade des mesures provisionnelles. Partant, ce moyen, mal fondé, doit être rejeté.

### **E. 6**

a) L'appelante reproche également au premier juge une violation du droit d'être entendu, et des principes qui en découlent, notamment s'agissant de l'appréciation des preuves. En particulier, il estime que le premier juge a écarté à tort des éléments de preuve essentiels, à savoir le témoignage de la mère de l'appelante,

- 21 - l'interrogatoire de la partie requérante, ainsi que, sans motivation, les pièces 9 et 13 de la requête. b) La jurisprudence a déduit du droit d'être entendu garanti par l'art. 29 al. 2 Cst. (Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 ; RS 101) le devoir de l'autorité de motiver sa décision afin que le destinataire puisse la comprendre, l'attaquer utilement s'il y a lieu et que l'autorité de recours puisse exercer son contrôle. Pour répondre à ces exigences, il suffit que le juge mentionne, au moins brièvement, les motifs qui l'ont guidé, de manière à ce que l'intéressé puisse se rendre compte de la portée de celle-ci et l'attaquer en toute connaissance de cause. L'autorité n'a pas l'obligation d'exposer et de discuter tous les faits, moyens de preuve et griefs invoqués par les parties, mais elle peut au contraire se limiter à ceux qui, sans arbitraire, lui paraissent pertinents (ATF 133 III 439 c. 3.3, JT 2008 I 4 ; ATF 130 II 530 c. 4.3 ; ATF 129 I 232 c. 3.2, JT 2004 I 588). Le droit d'être entendu est une garantie constitutionnelle de nature formelle, dont la violation entraîne l'annulation de la décision attaquée sans égard aux chances de succès du recours sur le fond (ATF 127 V 431 c. 3d/aa). Ce moyen doit par conséquent être examiné en premier lieu (ATF 124 I 49, SJ 1998 403) et avec un plein pouvoir d'examen (ATF 127 III 193 c. 3 et la jurisprudence citée). La jurisprudence permet toutefois de renoncer à l'annulation d'une décision violant le droit d'être entendu lorsque l'autorité de recours dispose d'un plein pouvoir d'examen lui permettant de réparer le vice en seconde instance et lorsque l'informalité n'est pas de nature à influencer sur le jugement (Haldy, CPC commenté, n. 20 ad art 53 CPC) ou sur la procédure, le renvoi de la cause à l'autorité précédente en raison de la seule violation du droit d'être entendu conduisant alors uniquement au prolongement de la procédure, en faisant fi de l'intérêt des parties à un règlement rapide du litige (TF 2P\_20/2005 du 13 avril 2005 et les réf. citées ; TF 6B\_2011 du 31 mai 2011).

- 22 - La procédure de mesures provisionnelles est une procédure sommaire au sens propre, qui présente les caractéristiques suivantes : la cognition du juge est limitée à la simple

vraisemblance des faits et à un examen sommaire du droit ; il n'y a pas de violation du droit à la preuve (art. 29 al. 2 Cst.) lorsque le juge parvient à se former une conviction de la vraisemblance des faits en se fondant sur les preuves administrées ; la décision est en principe provisoire et est revêtue d'une autorité de la chose limitée (Hohl., op. cit. nn. 1900 à 1904). c) En l'espèce, il n'apparaît pas que le premier juge ait violé le droit d'être entendu de l'appelante en écartant le témoignage de la mère de celle-ci, estimant qu'elle avait un intérêt manifeste à l'affaire, de même que son propre interrogatoire. Il a estimé que le témoignage de [...] était plus probant et qu'il y avait lieu d'en tenir compte. Ce raisonnement ne prête pas le flanc à la critique. Par ailleurs, on ne saurait faire grief au premier juge de n'avoir pas tenu compte des pièces 9 et 13 de la requête pour trancher la question litigieuse. En effet, la pièce 9, qui correspond à une attestation de la fiduciaire de l'appelante, peut certes être pertinente dans le cadre de l'appréciation des conditions de l'octroi des mesures provisionnelles. Elle ne l'est, en revanche, pas dans l'examen des conditions de l'art. 264 CO. Quant à la pièce 13 qui correspond à un écrit de l'appelante, non signé et non daté, relatant la visite des locaux du 6 février 2014, elle n'a aucune valeur probante. Du reste, elle n'a pas été corroborée par le témoignage du témoin [...]. Ainsi, le premier juge a retenu à juste titre les moyens de preuve qui lui semblaient pertinents et sa démarche ne saurait être critiquée.

#### **E. 7**

Au vu de ce qui précède, l'appel doit être rejeté dans la procédure de l'art. 312 al. 1 CPC et l'ordonnance entreprise confirmée. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 800 fr. (art. 65 al. 1 TFJC [tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010 ;

- 23 - RSV 270.11.5), sont mis à la charge de l'appelante qui succombe (art. 106 al. 1 CPC). Il n'y a pas lieu à l'allocation de dépens, l'intimé n'ayant pas été invité à se déterminer. Par ces motifs, la Juge déléguée de la Cour d'appel civile du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, en application de l'art. 312 al. 1 CPC, prononce : I. L'appel est rejeté. II. L'ordonnance est confirmée. III. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 800 fr. (huit cents francs) sont mis à la charge de l'appelante D. \_\_\_\_\_. IV. L'arrêt motivé est exécutoire. La juge déléguée : La greffière : Du 25 juillet 2014 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. La greffière :

- 24 - Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : - Me Samuel Thétaz (pour D. \_\_\_\_\_), - M. P. \_\_\_\_\_. La Juge déléguée de la Cour d'appel civile considère que la valeur litigieuse est supérieure à 15'000 francs. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : - M. le Président du Tribunal des baux. La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.